




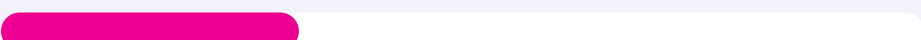

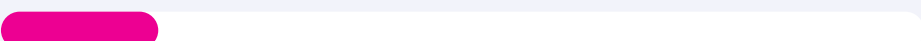

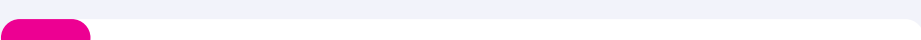

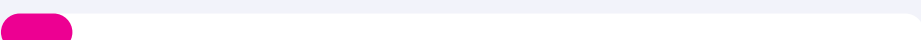


DONNER DE SON VIVANT : CE QUE LA LOI PERMET



Chaque don familial a des implications fiscales : des abattements à activer, des délais à respecter, des plafonds à ne pas dépasser.

ABATTEMENTS DE DROIT COMMUN renouvelables tous les 15 ans

	Parent vers enfant		100 000 €
	Entre époux / partenaires PACS		80 000 €
	Grand-parent vers petit-enfant		31 865 €
	Frère ou sœur		15 932 €
	Neveu ou nièce		7 967 €
	Arrière-petit-enfant		5 310 €

Par donateur, par bénéficiaire. Renouvelable tous les 15 ans.

DON DE SOMME D'ARGENT EXONÉRÉ art. 790 G du CGI dit "don Sarkozy"

31 865 €

cumulable avec l'abattement classique.
Soit jusqu'à 131 865 € parent/enfant,
263 730 € pour un couple.

Les conditions

Numéraire uniquement (virement, chèque, espèces)

Donateur de moins de 80 ans au jour du don

Bénéficiaire majeur ou émancipé

NOUVEAUTÉ 2026

Jusqu'à fin 2025, la déclaration se faisait sur le formulaire papier Cerfa n°2735. Depuis le 1^{er} janvier 2026, elle est obligatoirement dématérialisée via l'espace personnel impots.gouv.fr.

Délai impératif : un mois après la date du don.



Cumul possible avec l'abattement Dutreil (75 %) pour la transmission de parts de société. Un accompagnement notarial est recommandé avant toute opération significative.

Source : impots.gouv.fr - art. 790 G du CGI.